

- ▶ Le Parti
- ▶ Programme
- ▶ Nos Elu-e-s
- ▶ Votations
- ▶ Signez !
- ▶ Agenda
- ▶ Presse
- ▶ Notre Journal
- ▶ Jeunesse
- ▶ Liens
- ▶ Adhérer !

> COMMUNIQUES DE PRESSE 2005

Après le renvoi forcé des deux frères Mekic survenu cette nuit, le Parti socialiste vaudois rappelle qu'il a toujours été contre l'application des mesures de contraintes pour toutes les personnes appartenant au groupe dit des « 523 », célibataires y compris. De ce fait, le PSV dénonce avec la plus vive fermeté les faits qui se sont passés cette nuit. (12 avril 2005)

Le PSV a communiqué sa position au Conseil d'Etat à maintes reprises. Ses conseillers d'Etat, Anne-Catherine Lyon et Pierre-Yves Maillard se sont toujours opposés aux mesures de contrainte et défendu avec détermination notre position au sein du Conseil d'Etat en demandant qu'il soit répondu de manière positive à notre demande. Sur ce qui concerne leur demande particulière de non utilisation des mesures de contraintes aux personnes célibataires, nos conseillers d'Etat ont été minorisés.

En ce qui concerne l'affaire précise concernant les Mekic, M. Mermoud a appliqué la politique choisie par la majorité de droite du Conseil d'Etat. Toutefois, nous nous étonnons vivement des conditions et du moment choisi pour ce renvoi. En effet, à la suite de l'erreur grave commise par M. Rothen, chef de service du SPOP, dans la fausse communication sur les dossiers des frères Mekic devant les députés du Groupe de contact, une plainte pénale a été déposée par ces derniers pour calomnie et diffamation. Or, le renvoi avec mesures de contrainte a eu lieu la nuit suivant des négociations entre M. Rothen, les frères Mekic et leur avocat au sujet de cette plainte pénale.

Le Parti socialiste vaudois travaille intensément depuis des mois pour trouver des solutions concrètes qui soient politiquement viables pour tout le monde en vue de faire avancer le dossier des « 523 » et plus globalement le dossier de l'asile dans le canton. Dans le cadre de sa participation au Groupe d'analyse mis sur pied par le Conseil d'Etat pour envisager toutes les solutions possibles dans ce dossier, sa politique a été celle du dialogue, du travail et de l'apaisement. Il est très surprenant que ce renvoi aie été fait à la suite de la présentation des conclusions de ce Groupe d'analyse qui a rencontré une délégation du Conseil d'Etat hier matin.

[Revenir aux communiqués de presse 2005](#)



Parti Socialiste Vaudois

INSCRIPTION

[Recevoir nos communiqués de presse !](#)

